



Paris le 4 avril 2018

Madame la Secrétaire générale,

La séance du CTM des ministères Économiques et financiers convoquée le 5 avril intervient quinze jours à peine après la journée de mobilisations et de grèves du 22 mars 2018 dans laquelle les personnels se sont fortement impliqués .

Ils ont ainsi exprimé leur forte inquiétude quant à leur avenir professionnel et personnel, mais également leur colère et leur rejet des évolutions et des « réformes » en cours qu'ils jugent néfastes pour leurs missions et leurs emplois.

Le taux de grévistes enregistré ainsi que le nombre des manifestants confortent les résultats négatifs du dernier baromètre social : deux tiers des agents pensent que leurs directions n'évoluent pas dans le bon sens.

Il indique clairement le sentiment des personnels quant au refus de l'administration à répondre à leurs attentes, à leurs revendications immédiates.

Il marque aussi l'expression d'une véritable colère des personnels, lassés d'être sans arrêt dénigrés, stigmatisés alors même qu'ils font preuve d'une formidable faculté d'adaptation aux changements que leur imposent depuis des décennies les différents gouvernements et d'une conscience professionnelle sans pareil.

Pour autant, la seule forme de reconnaissance qu'on leur accorde revient à les considérer comme des pions, corvéables et taillables à merci, comme les principaux responsables des prétendues difficultés budgétaires du pays.

L'abandon d'un plan ministériel de qualification et le report sans motif de la publication des taux pro/pro viennent se rajouter à l'exaspération des personnels.

Ces derniers sont en plus, et leurs représentants avec eux, maintenus dans l'ignorance la plus totale des réflexions internes à chaque ministère, à chaque administration menées dans le cadre du programme action publique 2022.

Le mépris, la dénégation, car c'est bien de cela dont il s'agit, du ministre de l'Économie et des finances et du ministre de l'Action et des Comptes publics à notre égard et donc à l'égard de celles et ceux que nous représentons sont caractérisées !

Leur refus d'accepter un débat contradictoire avec les fédérations représentatives, en dehors des espaces institutionnels où ils n'ont in fine passé que quelques minutes en un an de mandat, leur absence de réponse aux propositions de rencontres formulées par diverses intersyndicales directionnelles, en sont la marque.

Par respect pour les 36 650 agents-e-s grévistes et pour le mécontentement exprimé, nous ne pouvons pas siéger à cette première convocation.

Nous exigeons l'ouverture de véritables négociations et donc d'être reçus en urgence par les ministres eux-mêmes, et cette fois dans un format qui permette un véritable échange, principalement sur l'avenir de Bercy et de l'ensemble de ses missions.

Veuillez agréer, madame la Secrétaire générale l'expression de notre considération.

Pour Solidarités Finances
François-Xavier FERRUCCI
Délégué Fédéral

Pour CGT Finances
Alexandre DERIGNY
Secrétaire Général

Pour FO Finances
Philippe GRASSET
Secrétaire Général